



**AVIS** sur les perspectives agricoles et alimentaires 2023-2024  
au Sahel et en Afrique de l'Ouest

## Concertation technique du **DISPOSITIF RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES (PREGEC)**

Réunis du 22 au 24 novembre 2023 à Conakry en Guinée, les membres du dispositif régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ont examiné le déroulement de la campagne agropastorale 2023/2024 et statué sur les productions agricoles prévisionnelles et la situation alimentaire et nutritionnelle. Au terme de leurs travaux, les participants font les constats et recommandations suivants :

La campagne agropastorale 2023 a connu des cumuls pluviométriques globalement proches de la moyenne, comparés à la normale 1991-2020. Toutefois, elle a été marquée par de longues séquences sèches en particulier au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

La situation hydrologique, dans les principaux bassins fluviaux de la région, est caractérisée par des écoulements globalement inférieurs aux écoulements moyens des cinq dernières années, en particulier dans les bassins du fleuve du Niger et du Lac-Tchad. Des cas de débordement ayant entraîné des inondations ont été observés au Nigeria, au Ghana, au Bénin, en Guinée et au Sénégal.

Le niveau de satisfaction des besoins en eau des cultures pluviales a été contrasté. Des déficits hydriques, persistants observés au cours des mois de mai, juin et juillet et même en début août, ont impacté négativement les cultures dans certaines localités du Niger, du Mali et du Tchad. Ailleurs, les cultures ont évolué dans des conditions moyennement favorables.

Les infestations, de divers nuisibles signalées, ont été maîtrisées dans la plupart des pays. Il s'agit de la persistance des attaques de la chenille légionnaire d'automne avec une incidence faible à modérée, principalement sur la culture du maïs, des attaques de chenilles mineuses (sur le mil) et défoliatrices (sur le niébé), de sauteriaux, d'oiseaux granivores (zone des trois frontières Mali-Burkina Faso-Niger) et d'insectes floricoles (coléoptères et punaises) sur les cultures vivrières.

Sur les cultures de rente, la pullulation de la chenille du cacaoyer avec des dégâts parfois sévères en juin-juillet (Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia et Sierra Leone) et une persistance des attaques de Jassides sur le cotonnier ainsi que sur certaines cultures légumières ont été signalées dans les zones cotonnières de certains pays. Malgré l'intrusion de groupes d'ailés en provenance du Maghreb en début de saison estivale et les conditions éco-météorologiques favorables observées durant toute la saison, la menace d'invasion du criquet pèlerin est restée faible dans la région.

«Organisée par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel avec l'appui de ses partenaires, la réunion du PREGEC du mois de novembre a permis de valider les résultats préliminaires des productions agricoles, de dégager les perspectives alimentaires 2023-2024 et de faire l'état de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

La situation pastorale dans la région est marquée globalement par une relative disponibilité fourragère caractérisée par des déficits enregistrés dans certaines régions du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Cabo Verde et du Tchad. Dans les zones déficitaires de ces pays, la production estimée de biomasse est inférieure à la moyenne des cinq dernières années et à celle de l'année dernière. En revanche, la production de biomasse est excédentaire au Burkina Faso dans les zones d'accès difficile et sur la façade atlantique. Dans l'ensemble, la disponibilité de l'eau pour l'abreuvement du bétail est satisfaisante et la situation zoo sanitaire est relativement calme. Cette situation intervient dans un contexte où la pratique de la transhumance ne se fait pas sans difficulté au regard de certaines restrictions opérées par les pays côtiers et dans les zones de conflit.

Les productions céréalières attendues sont estimées à 76,5 millions de tonnes, en repli de 1% par rapport à la campagne précédente et en hausse de 3 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années. Bien que tous les pays soient concernés, cette baisse est plus importante dans les pays du bassin du Lac Tchad, notamment au Niger (-13%), au Tchad (-7,5%) et au Nigeria (-7%). Les productions attendues de racines et tubercules sont estimées à 205 millions de tonnes, soit une hausse de 2% comparée à la campagne précédente et de 7% par rapport à la moyenne quinquennale. Concernant les cultures de rente, hormis la production de cacao en baisse par rapport à l'année dernière et à la moyenne quinquennale, les autres spéculations pourraient enregistrer des productions en hausse comparé à l'année précédente et à la moyenne des cinq dernières années.

Le bilan céréalier prévisionnel établi pour la région accuse un déficit brut de 11,7 millions de tonnes. Ce déficit, composé du riz et du blé, pourrait être largement comblé par les importations. En effet, un excédent net se dégage après la prise en compte des importations des pays, ce qui fait ressortir une disponibilité apparente de 185 kg/personne/an contre 198 kg/personne/an pour la campagne précédente.

Les marchés agricoles sont globalement bien approvisionnés compte tenu des récoltes en cours et du niveau relativement acceptable des stocks de report. Toutefois, l'insécurité civile persistante dans les zones de conflit (bassin du Lac Tchad, région du Liptako-Gourma et région Nord-Ouest du Nigeria), les mesures sécuritaires, la fermeture de frontières par certains pays et les sanctions de la CEDEAO sur le Niger, perturbent sérieusement le fonctionnement des marchés.

En outre, malgré la tendance baissière continue de l'indice FAO des prix des denrées alimentaires, le niveau de prix des produits reste globalement élevé dans la région. Cette forte inflation maintient les prix des denrées de base, locales et importées, en hausse en comparaison à la moyenne quinquennale (dont 44% pour les céréales). Elle est particulièrement élevée en Sierra Leone (54%), au Ghana (35%), au Nigeria (27%), en Gambie (18%).

Les prix du bétail demeurent relativement en hausse dans l'ensemble de la région avec une tendance à la baisse dans les zones affectées par l'insécurité et au Niger. Le commerce du bétail est négativement impacté par l'insécurité persistante dans plusieurs pays du Sahel et les sanctions sur le Niger. Les termes de l'échange bétail/céréales sont globalement défavorables aux éleveurs en raison des prix élevés de céréales.

La situation alimentaire et nutritionnelle des populations demeure préoccupante. Les analyses du Cadre Harmonisé, réalisées dans seize pays, indiquent que 34,6 millions de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe, de la phase de crise à pire, durant la période d'octobre à décembre 2023. Si aucune action n'est entreprise, ce nombre pourrait atteindre 47 millions durant la période de juin à août 2024 dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et au Cameroun.

Plus de 4 personnes sur 5 en phase de crise à pire, soit environ 39,4 millions pendant la prochaine soudure sont localisées au Nigeria, au Cameroun, au Niger, au Burkina Faso, au Tchad et au Mali. En particulier, plus de 2 millions de personnes seront en situation d'urgence (Phase 4) et environ la moitié d'entre elles se trouveront au Nigeria.

L'insécurité et les conflits continuent d'affecter la situation alimentaire et les moyens d'existence des ménages dans la région, en particulier dans les zones du bassin du Lac Tchad, du Liptako Gourma, du nord des pays côtiers et de la zone anglophone du Cameroun. Elle a entraîné le déplacement forcé de plus 8,3 millions de personnes, dont une grande partie se trouve dans une situation précaire. La perturbation des échanges économiques dans ces zones réduit la disponibilité alimentaire ainsi que l'accès économique à une alimentation suffisante pour les ménages. L'insécurité et les déplacements continuent de peser lourdement sur les petits producteurs et les éleveurs qui n'ont pas accès à leur champ ou aux pâturages dans certaines zones. De plus, l'accès humanitaire à ces populations reste difficile, ce qui amoindrit les capacités de réponse des partenaires humanitaires.

LEADERS POLITIQUES ET ANIMATEURS TECHNIQUES DU RPCA



La situation nutritionnelle demeure préoccupante avec des niveaux de malnutrition aigüe dépassant 15%, le seuil d'urgence de l'OMS, dans les zones des trois frontières au nord du Mali et du Burkina Faso ainsi que dans certaines zones des états du Nord- Est et Nord-Ouest du Nigeria.

## Recommandations

### À l'endroit des États:

- Apporter une assistance immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle « crise à pire » ;
- Assurer l'accès humanitaire aux partenaires dans les zones d'insécurité pour fournir une assistance alimentaire d'urgence aux populations affectées ;
- Prendre des dispositions nécessaires afin d'assurer une transhumance paisible dans les pays ;
- Prendre des dispositions pour assurer la libre circulation des denrées alimentaires entre les pays ;
- Soutenir les pasteurs et agropasteurs en mettant à leur disposition des aliments bétail.
- Renforcer la veille phytosanitaire pour documenter l'incidence des ennemis des cultures sur la situation alimentaire.

### À l'endroit des OIG : CILSS, CEDEAO et UEMOA

- Mobiliser davantage les instruments de réponse mis en place par la CEDEAO et l'UEMOA (la réserve régionale) pour soutenir la mise en œuvre des plans nationaux de réponse (PNR) ;
- Renforcer la coordination régionale et le système de suivi-évaluation des Plans Nationaux de Réponses ;
- Renforcer le système de surveillance nutritionnelle et explorer de nouvelles méthodologies pour recueillir des données afin d'éclairer une action précoce et une réponse nutritionnelle humanitaire plus efficace
- Mobiliser les partenaires pour appuyer les pays dans la préparation et la mise en œuvre des réponses aux crises pastorales.

### À l'endroit du CILSS et du CSAO

- Evaluer l'impact de la crise politico-sécuritaire sur les flux, le fonctionnement des marchés transfrontaliers et la situation alimentaire et nutritionnelle au Niger, au Nigeria et au Bénin.

### À l'endroit des partenaires techniques et financiers :

- Soutenir les efforts des gouvernements et de la région dans la mobilisation des ressources afin de renforcer la couverture des besoins des populations en crise alimentaire et nutritionnelle à travers les plans nationaux de réponse ;
- Appuyer le financement des systèmes nationaux de collecte de données sur la situation alimentaire et la nutrition.

Fait à Conakry, le 24 novembre 2023

La réunion

#### PARTENAIRES TECHNIQUES



#### PARTENAIRES FINANCIERS

